

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

90/64

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK,

AU COURS D'UN DÉJEUNER OFFERT PAR

L'ASSOCIATION DES JURISTES

D'EXPRESSION FRANÇAISE DE L'ONTARIO

TORONTO (ONTARIO)

Le 29 octobre 1990

Le Canada vient de vivre un été extraordinaire, avec des événements aussi exceptionnels que l'échec de l'Accord du lac Meech et la crise d'Oka. Et l'automne nous a déjà donné les enfantillages au Sénat. Tout cela a contribué à renforcer le cynisme des Canadiens vis-à-vis de leurs institutions politiques.

Mais si notre été fût du genre instable, pensez un instant à ce qui se passe en Union soviétique, en Inde, en Afrique du Sud et même au Japon - ce symbole moderne de stabilité - qui voit son économie de plus en plus affectée par les demandes de ses propres consommateurs, qui envisage de changer sa législation pour permettre une participation plus active aux opérations de maintien de la paix, et qui force une société habituée à vivre repliée sur elle-même à sortir de sa coquille et à s'ouvrir sur le monde.

Nous vivons donc une période de changement profond, partout à travers le globe. Plus que tout autre, nous sommes véritablement un pays du monde, rattachés que nous sommes par des liens familiaux et commerciaux, par un intérêt profond envers un ordre mondial qui fonctionne bien.

Nous ne sommes pas immunisés contre les examens de conscience et le changement. Nous ne devrions pas non plus en avoir peur.

Je vous parle aujourd'hui à titre personnel, d'un Canadien à d'autres. Il y a trois points en particulier que je voudrais aborder.

Le premier est que les Canadiens sont les gens les plus chanceux au monde. Les autres nations nous envient ce que nous tenons pour acquis et, franchement, elles s'étonnent du peu d'importance que nous semblons attacher à cet extraordinaire pays qui est le nôtre. Paul Desmarais a eu le mot juste lorsqu'il a dit souhaiter que les Canadiens montrent à l'égard du Canada le même respect que les étrangers.

Le deuxième est que la bonne fortune du Canada n'est pas garantie. Les richesses dont nous avons hérité peuvent être dilapidées. Les traditions de tolérance et de compromis, qui sont au coeur même de ce pays, peuvent être évincées ou démolies par les guerres verbales. Nous devons travailler pour préserver cette bonne fortune, sinon nous allons la perdre.

Le troisième point - et le plus important - est que nous ne pouvons nous bercer d'illusions. Nous devons voir le Canada tel qu'il est aujourd'hui et réfléchir, ouvertement et honnêtement, à ce que nous voulons qu'il soit demain.

Tous tant que nous sommes, nous devons être prêts à revoir nos théories et à modifier à la fois nos pratiques et, au besoin, nos institutions.

Monsieur Gorbatchev fait une distinction utile entre "pensée nouvelle" et "pensée ancienne", et son expérience nous montre à quel point cette transition peut être difficile. Et elle le sera au Canada aussi. Nous ne pouvons chercher refuge dans les vieilles formules. Si d'anciennes célébrités veulent faire revivre "Cité libre", laissons-les à leur nostalgie. Mais qu'on ne vienne pas nous dire que c'est une solution pour le Canada d'aujourd'hui, et encore moins pour celui de demain, car notre pays est profondément différent de ce qu'il était.

Dans le passé, nous avons été préoccupés par trois grandes questions : au Canada anglais, par notre habileté à définir notre propre culture, alors que l'on vit à côté d'un peuple qui, à toutes fins utiles, parle la même langue mais dont les moyens dépassent très souvent les nôtres; au Canada français, par la survie et le développement de la culture française; et au Canada dans son ensemble, par le défi d'encourager deux grandes traditions culturelles - française et anglaise - à vivre et à s'épanouir ensemble au sein d'un État unique.

Le défi est maintenant plus vaste.

Il y a bien sûr un besoin urgent de rendre les Québécois à l'aise dans l'ensemble du Canada. Mais ce débat aussi a changé. Il s'est élargi. Le mécontentement à l'égard du Canada dépasse largement les frontières du Québec. Il existe certainement dans l'Ouest et depuis longtemps. Mais c'est plus qu'un phénomène régional. On sent que plusieurs de nos institutions ne sont pas adaptées à notre temps. Nous devons réexaminer en profondeur notre approche à l'égard des premiers habitants du Canada. Et il y a d'autres domaines où il est urgent que les Canadiens revoient leurs objectifs, leurs institutions et ce qu'ils tiennent pour acquis.

Le premier ministre Bourassa a posé la bonne question après l'échec de l'Accord du lac Meech. Il a dit: "Autrefois on demandait : Que veut le Québec? Aujourd'hui la question est: Que veut le Canada?"

C'est une excellente question - tout aussi juste à Toronto, qu'à High River, qu'à Halifax, qu'à Québec.

Le simple fait de poser cette question et d'y répondre ne peut que profiter au Canada, ne serait-ce que pour nous amener à nous connaître beaucoup mieux les uns les autres. La plupart des Canadiens ne connaissent pas leur pays. Trop peu d'Albertains ont des contacts avec les Québécois, et inversement. Trop peu de Torontois savent pourquoi la culture et l'histoire de l'Ouest du Canada et celles de l'Ouest des États-Unis ne sont pas les mêmes. Et, enfin, trop peu de Canadiens connaissent vraiment l'histoire de leur pays.

La mise en place d'un processus qui encouragerait les Canadiens à se regrouper, à parler ensemble de leur avenir, aiderait, à mon avis, à créer cette unité dont nous parlons tant. Mais il faut voir encore plus loin, car les Canadiens doivent, maintenant et ensemble, se tourner vers le vaste monde et se demander comment réagir aux profonds changements qui transforment notre planète et nos vies.

Ces changements, nous les connaissons. Le Mur de Berlin est tombé.

Il y a un trou dans la couche d'ozone.

Les bébés-éprouvettes n'étonnent plus personne.

L'Asie est devenue une puissance économique.

Les nations sont de plus en plus nombreuses à faire concurrence au Canada.

La souveraineté nationale, au sens où nous l'avons toujours entendu, cède chaque jour la place à des institutions internationales plus grandes.

Et de terribles tragédies humaines continuent de se dérouler sous nos yeux : des enfants qui meurent de faim, des réfugiés sans pays d'accueil, et des fanatiques qui entretiennent la haine et sèment la terreur.

Ce n'est plus le monde de 1867, lorsque MacDonalld et Cartier eurent l'idée géniale de créer notre extraordinaire confédération. Ce n'est plus le monde de 1905, lorsque le reste du pays a eu le bon sens d'accueillir l'Alberta et la Saskatchewan parmi les autres provinces. Ce n'est plus le monde de 1960, quand la Révolution tranquille est née. C'est un monde nouveau, auquel chaque nation doit s'ajuster.

Et pour le Canada, plus que pour toute autre nation, cela est porteur de promesses.

Voyons ce que nous avons fait. Dans un monde déchiré par les affrontements ethniques, nous avons bâti une tradition de diversité qui unit, dans un esprit de paix, des gens de toutes cultures, de toutes couleurs et de toutes provenances. Nous avons mis sur pied une économie moderne et prospère. Nous nous sommes dotés, sur le plan de la justice sociale, de normes très élevées, que nous cherchons malgré tout à améliorer encore. Nous sommes loin d'être parfaits, il est vrai, mais déjà nous sommes ce que d'autres pays voudraient être. Et nous avons la chance extraordinaire de pouvoir façonner le monde moderne.

Mais d'abord, nous devons vouloir agir comme un pays. Cela ne se fait pas par une loi du Parlement; cela exige un acte de volonté de l'ensemble des Canadiens. Nous devons décider s'il y a une valeur permanente à ce pays, si notre bonne fortune vaut la peine que l'on y travaille, et si oui, comment.

Demain, je célébrerai le dix-huitième anniversaire de mon élection au Parlement. J'ai eu le privilège d'oeuvrer au sein de trois des plus grandes institutions politiques du Canada : un parti national, le Parlement et le gouvernement. Aucune ne fonctionne aussi bien qu'il le faudrait. Toutes doivent être prêtes à revoir les vieilles théories et à opérer de véritables changements. Il en va de même des autres institutions canadiennes: le monde des affaires, les syndicats, les médias, les diverses professions et, certainement, les groupes d'intérêt.

La question que nous devons tous nous poser est celle-ci : Que veut le Canada?

Et celle que chacun doit se poser est celle-ci : Que sommes-nous prêts à faire pour atteindre les objectifs que le Canada s'est fixés?

Nous avons la possibilité de vivre une expérience extrêmement exaltante, qui nous permettra à la fois de nous redéfinir comme nation et d'imprimer notre marque sur les changements historiques qui se manifestent à travers le monde.